

L'Europe se prépare à voter le Ceta

Le Ceta revient au premier plan avec un vote au Parlement européen ce mercredi. Les députés devraient donner le feu vert. La résistance, côté verts et socialistes, s'organise.

VINCENT GEORIS,
À STRASBOURG

La moustache tombante, un CRS toise quelques jeunes narquois. Nous sommes à l'entrée du Parlement européen à Strasbourg. Les moteurs d'une quinzaine de cars de police bondés vrombissent dans le froid piquant. Les uns préparent matraques et masques à gaz, les autres repèrent les lieux. Simple tour d'observation entre forces de l'ordre et manifestants anti-Ceta deux jours avant le vote.

Les 751 députés européens doivent se prononcer cette semaine sur le Ceta, le traité de libre-échange entre le Canada et l'Europe. Très critiqué, l'accord a été signé le 30 octobre après un psychodrame d'une rare intensité entre la Région wallonne et les institutions européennes.

Le scénario est ourlé comme un costume d'académicien. Mardi, chaque camp donne une conférence

de presse pour étayer sa position. Mercredi matin, un débat a lieu entre les «pro» et les «contre», pendant qu'en ville les «anti» défilent. À midi, les députés votent, un «oui» majoritaire est attendu. Jeudi, le très charismatique Premier ministre canadien Justin Trudeau prend la parole devant les députés lors d'une visite éclair. Rideau.

L'issue du vote ne fait pas mystère. Le Ceta a été adopté le 24 janvier dernier par les députés de la commission Commerce international, à 25 voix pour et 15 contre. Cet équilibre devrait se reproduire mercredi.

Les socialistes divisés

Les députés du PPE (centre droit), les libéraux et les conservateurs de l'ECR voteront pour la ratification de l'accord. Exception notable: les deux Belges du PPE, Claude Rolin (cdH) et Pascal Hamon (CSP, communauté germanophone) voteront contre.

La famille socialiste (S&D) n'est pas unie. Selon nos informations, 60% des députés S&D voteront pour le Ceta. «Les socialistes belges au Parlement européen suivront la ligne de Namur tracée par le ministre-président wallon Paul Magnette», dit une source. Le PS

wallon, talonné par le PTB dans les sondages, adopte une ligne plus dure que lors de la négociation du Ceta.

Après avoir bloqué quelques jours le traité, les socialistes wallons avaient accepté fin octobre 2016 sa signature par la Belgique en échange de certaines garanties. L'une d'elles porte

sur le recours à introduire par le gouvernement belge auprès de la Cour de Justice de l'UE sur la légalité des tribunaux arbitraux. Une autre concerne des clarifications que la Commission européenne doit adopter sur le mécanisme de règlement des conflits. Aucune de ces garanties n'est satisfaite à ce jour.

«Je vais voter non», confie Marie Arena. Elle est rejointe par Marc Tarabella et Hugues Bayet. Le groupe des Verts européens, coprésidé par le Belge Philippe Lamberts, votera aussi contre le Ceta, de même que la

gauche radicale (GUE). Ils s'expliqueront ce mardi lors d'une conférence de presse commune. Pour eux, l'accord est dangereux sur le plan social, économique et environnemental. Ils avancent plusieurs études, dont une de l'université de Tufts (Boston) selon laquelle le Ceta entraînerait la perte de 230.000 emplois en Europe d'ici 2023.

La critique la plus virulente porte sur le mécanisme de règlement des litiges. Les entreprises s'estimant lésées par la législation d'un État signataire pourront saisir une instance arbitrale aux fins d'obtenir un dédommagement. Pour la gauche, cette procédure est défavorable aux États. Quelques aménagements ont été apportés, dont un rendant la nomination des juges plus démocratique. Mais c'est insuffisant pour les opposants au Ceta.

L'extrême droite votera contre aussi, mais pour des motifs souverainistes. La Commission européenne défend le traité qu'elle a négocié durant sept ans. Selon la commissaire en charge du Commerce Cecilia Malmström, il devrait accroître le commerce entre l'UE et le Canada de 25%, ce qui représente 12 milliards d'euros par an. L'exécutif veut en faire le modèle pour ses traités commerciaux futurs.

S'il est adopté mercredi, le Ceta entrera en vigueur partiellement. Pour une entrée en vigueur pleine et effective, le texte devra être ratifié par les 38 Parlements nationaux et régionaux que compte l'Union européenne. Et là, le Parlement wallon n'est pas la seule incertitude. D'autres pays, l'Autriche en tête, pourraient poser problème.